



## Berlin Eco

NUMERO 16

© DG Trésor

3 juin 2020

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

La coalition s'est accordée le 3 juin sur un large [plan de relance et un plan d'avenir](#) d'un montant global de 130 Md€ sur deux ans. Ce plan a pour ambition non seulement de soutenir l'offre avec une baisse temporaire (entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2020) de la TVA de 19 à 16 % et de 7 à 5 % pour un coût estimé à 20 Md€, mais également la demande avec des aides aux familles avec une prime de 300 € par enfant. Sur les aides à l'automobile, la coalition prévoit de renforcer le bonus aux véhicules électriques et de l'étendre aux hybrides rechargeables, mais pas aux moteurs à combustion. Au-delà du plan conjoncturel, l'accord porte également, pour un coût de plus de 50 Md€, sur un plan d'avenir visant à accompagner la transition climatique et numérique du pays.

Dans ses prévisions de printemps, [l'IfW Kiel](#) table sur une baisse du PIB allemand de -7,1 % cette année puis une croissance de 7,2 % en 2021. **L'institut prévoit un plus bas historique avec une croissance de -11,3 % pour le deuxième trimestre 2020.** Au total, l'activité économique pourrait plonger de plus de 15 % au pic de la crise du coronavirus ; 2020 devrait être marquée par un recul massif de la consommation ainsi que de l'export et des investissements dans les équipements.

Dans une actualisation de ses prévisions, [l'Ifo](#) projette une croissance de -6,6 % cette année puis +10,2 % en 2021. **L'institut prévoit une croissance de -12,4 % pour le deuxième trimestre 2020.** Ces prévisions dépendent de la vitesse à laquelle les entreprises retrouveront leur niveau d'activité d'avant crise. En moyenne les entreprises sondées considèrent probable une durée de neuf mois.

D'après les données provisoires de [DESTATIS](#), les prix à la consommation augmenteraient de +0,6 % en mai 2020 sur un an (recul de -0,1 % sur un mois). Cette progression est marquée par un repli des prix de l'énergie (-8,5 %) et une hausse sensible des prix des produits alimentaires (+4,5 %).

Après d'importantes baisses, le [baromètre consommation de la fédération allemande du commerce HDE](#) est reparti à la hausse de trois points pour atteindre 93,51 points début juin mais reste à des niveaux historiquement bas.

D'après [DESTATIS](#), le chiffre d'affaires du commerce de détail a baissé en avril de -5,3 % sur un an en valeur (-6,5 % en volume). Il affiche le plus important recul mensuel depuis janvier 2007 avec une baisse de -5,1 % sur un mois (soit -5,3 % en volume; données cvs).

#### POLITIQUES SOCIALES

Selon le [rapport](#) de mai publié par l'agence fédérale du travail, le nombre de chômeurs a augmenté de 238 000 sur un mois (+9,0 % en données désaisonnalisées) après +372 000 en avril (+16,4 %) relevant le



taux de **chômage** (définition nationale) en mai à 6,3 % (après 5,8 % en avril et 5,0 % en mars). L'emploi a diminué de 0,6 % en avril sur un mois (dernières données cvs disponibles, soit -275 000 personnes).

Les entreprises ont déposé en mai 2020 des demandes de recours au **chômage partiel** auprès de [l'agence fédérale du travail](#) pour 1,06 million de personnes (après un total de 10,66 M sur la période de mars et avril). Le nombre de salariés effectivement placés en chômage partiel s'élevait en mars à 2,02 millions de personnes (soit 6 % de l'emploi salarié): c'est bien plus que le pic de la crise 2008/2009 (1,4 M en mai 2009). Sur la base d'une enquête auprès de 7000 entreprises, [l'Ifo](#) estime à 7,3 millions le nombre effectif de salariés en chômage partiel début mai, soit 71,6 % des déclarations d'intention faites par les entreprises auprès de l'agence fédérale du travail.

## ACTUALITE FINANCIERE

### REGULATION FINANCIERE

La [fédération des banques allemandes](#) (DK) regrette que le gouvernement n'ait pas accordé plus d'importance à la proportionnalité de la régulation appliquée aux établissements de crédit de petite et moyenne taille dans le projet de loi ([Risikoreduzierungs-gesetz](#), RiG) qui  **transpose le « paquet bancaire » européen**. Elle critique notamment la trop grande complexité et la fréquence des stress tests.

### BANQUES ET ASSURANCES

**BayernLB** enregistre au premier trimestre un [résultat avant impôts de -151 M€](#) (contre +51 M€ au premier trimestre 2019). Ce recul s'explique essentiellement par des provisions pour risques de crédits à hauteur de 72 M€ en conséquence de la pandémie du Covid (contre une reprise de provision de 7 M€ au premier semestre 2019).

**NordLB** affiche, au premier trimestre, [un résultat avant impôt de -71 M€](#) (contre +54 M€ au premier trimestre 2019). Le résultat négatif est notamment dû aux intérêts versés au Land de Basse-Saxe pour rémunérer ses garanties fournies pour sauver la banque. Le volume des crédits maritimes a diminué de 4,6 Md€ fin 2019 à 3,7 Md€ fin mars, ce qui a entraîné une reprise de provisions pour risques de 38 M€ (contre +37 M€ au premier trimestre 2019). Les conséquences du Covid devraient, selon la banque, fortement peser sur le résultat annuel.

En 2019, **Crédit agricole** a obtenu en Allemagne (sans prise en compte de la banque de financement automobile FCA) des revenus de 494 M€ et un résultat avant impôts de 131 M€. Sa filiale Caceis a entamé une procédure juridique contre le fisc bavarois auquel elle a versé 312 M€ au titre de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains clients (« affaire cum-ex »).

Le réassureur **Munich RE**, qui a déjà concédé qu'il ne réalisera pas en 2020 [le bénéfice de 2,8 Md€](#) comme annoncé, doit absorber au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 800 M€ de dommages résultants de la pandémie, essentiellement dus à l'assurance « annulation d'évènements ».

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville  
Service Economique de Berlin  
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :  
Pariser Platz 5  
10117 Berlin  
Twitter: @FRTresor\_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert  
Revu par : Catherine Rozan

Version du 3 juin 2020